

# Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

## MAPA 26-01

- **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)  
2, rue du Maupas  
87040 LIMOGES cedex 1

**Objet de la consultation :** Prestations de contrôles réglementaires, de mise à jour des dossiers techniques amiante, de repérage amiante avant travaux et de diagnostics immobiliers pour les besoins de l'ASP en Métropole (Corse incluse)

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. CONTEXTE ET OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2. DEFINITION DES MISSIONS</b>	<b>3</b>
2.1. POUR LES CONTROLES REGLEMENTAIRES	3
2.2. POUR LA MISE A JOUR DES DOSSIERS TECHNIQUES AMIANTES	4
2.3. POUR LA REALISATION DES DIAGNOSTICS AMIANTES AVANT TRAVAUX ET LA REALISATION DE DIAGNOSTICS IMMOBILIERS	4
<b>ARTICLE 3. REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMES</b>	<b>4</b>
3.1. POUR LES CONTROLES REGLEMENTAIRES	4
3.2. POUR LA MISE A JOUR DES DOSSIERS TECHNIQUES AMIANTES	5
3.3. POUR LA REALISATION DES DIAGNOSTICS AMIANTES AVANT TRAVAUX ET LA REALISATION DE DIAGNOSTICS IMMOBILIERS (UNIQUEMENT POUR CERTAINS SITES DU LOT 1)	5
<b>ARTICLE 4. DESCRIPTION ET CONTENU DES PRESTATIONS RECURRENTES DE CONTROLES REGLEMENTAIRES ATTENDUES</b>	<b>5</b>
4.1. PRESTATION 1 : VERIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES (ARTICLES R4226-16 A 19 DU CODE DU TRAVAIL)	5
4.2. PRESTATION 2 : VERIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES PAR THERMOGRAPHIE INFRAROUGE	6
5.3. PRESTATION 3 : VERIFICATION DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES (ARTICLE R4323-23 DU CODE DU TRAVAIL ET ARRETE DU 29 DECEMBRE 2010 RELATIF AUX VERIFICATIONS GENERALES PERIODIQUES SUR LES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES)	6
5.4. PRESTATION 4 : VERIFICATION DES PORTES AUTOMATIQUES, DES PORTES ELECTRIQUES ET DES PORTILLONS (ARRETE DU 21 DECEMBRE 1993 RELATIF AUX VERIFICATIONS DES PORTES AUTOMATIQUES)	6
5.5. PRESTATION 5 : VERIFICATION TRIENNALE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (ARRETE DU 25 JUIN 1980 MODIFIE PORTANT APPLICATION DU REGLEMENT DE SECURITE CONTRE LES RISQUES INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP)	6
5.6. PRESTATION 6 : VERIFICATION DE CHAUDIERES (ARTICLE R 224-21 A 27 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET DECRET 2020-912 RELATIF A L'INSPECTION ET L'ENTRETIEN DES CHAUDIERES, DES SYSTEMES DE CHAUFFAGES ET DES SYSTEMES DE CLIMATISATION)	7
5.7. PRESTATION 7 : VERIFICATION DE L'INSTALLATION DE GAZ (ARRETE DU 25 JUIN 1980 MODIFIE PORTANT APPLICATION DU REGLEMENT DE SECURITE CONTRE LES RISQUES INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP)	7
5.8. PRESTATION 8 : VERIFICATION DU SYSTEME DE CLIMATISATION (ARTICLE R224-59-4 A 11 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET DECRET 2020-912 RELATIF A L'INSPECTION ET L'ENTRETIEN DES CHAUDIERES, DES SYSTEMES DE CHAUFFAGES ET DES SYSTEMES DE CLIMATISATION)	7
5.9. PRESTATION 9 : VERIFICATION DU SYSTEME DE VENTILATION ET D'ASSAINISSEMENT (ARRETE DU 8 OCTOBRE 1987 RELATIF AU CONTROLE PERIODIQUE DES INSTALLATIONS D'AERATION ET D'ASSAINISSEMENT DES LOCAUX DE TRAVAIL)	7
5.10. PRESTATION 10 : VERIFICATION DES LIGNES DE VIE ET ANCRAGES (ARTICLES L.4321-1 ET R.4322-1 DU CODE DU TRAVAIL RELATIFS AU MAINTIEN EN ETAT DES EQUIPEMENTS)	8
5.11. PRESTATION 11 : VERIFICATION DE LA PROTECTION CONTRE LA FOUDRE (NORME NF C 17-102)	8
5.12. PRESTATION 12 : VERIFICATION DES TREUILS (ARRETE DU 1 <sup>ER</sup> MARS 2004)	8
<b>ARTICLE 5. PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE (UNIQUEMENT POUR LE LOT 1)</b>	<b>8</b>
6.1. MISE A JOUR DES DOSSIERS TECHNIQUES AMIANTE (DTA)	8
6.2. REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX (RAAT)	8
6.3. DIAGNOSTICS IMMOBILIERS LORS DES EVENTUELLES OPERATIONS DE VENTES DES LOCAUX	9
<b>ARTICLE 6. LIVRABLES</b>	<b>9</b>
8.1. POUR LES PRESTATIONS DE CONTROLES REGLEMENTAIRES	9
8.2. POUR LES PRESTATIONS DE MISE A JOUR DES DTA	10
8.3. POUR LES PRESTATIONS DE DIAGNOSTICS AMIANTE AVANT TRAVAUX	10
8.4. POUR LES PRESTATIONS DE DIAGNOSTICS IMMOBILIERS	11
<b>ARTICLE 7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>11</b>

## ARTICLE 1. CONTEXTE ET OBJET DU MARCHÉ

---

L'Agence de services et de paiement (ASP) est née de la fusion entre le CNASEA et l'AUP le 1er avril 2009.

L'ASP est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du ministère chargé de l'agriculture et du ministère chargé de l'emploi.

Sa mission est d'accompagner les décideurs du secteur public (ministères, régions, départements, communautés de communes, établissements publics et organismes gérant des fonds) dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques, notamment dans la mise en œuvre des dispositifs d'aides dans des secteurs très variés tels que, l'agriculture, l'aquaculture, la forêt, la pêche, l'emploi, l'éducation et la formation professionnelle, l'insertion, l'intégration, la solidarité et l'action sociale, l'aménagement du territoire, le développement local et rural, la protection de l'environnement et la promotion du développement durable, l'aménagement foncier outre-mer.

L'ASP est composée d'établissements assujettis au code du travail. A cet effet, l'Agence doit procéder aux contrôles réglementaires périodiques de ses installations. Elle doit également s'assurer de la mise à jour de ses DTA.

Le présent cahier des charges définit la prestation externalisée de contrôles réglementaires périodiques, ponctuels et documentaires visant à garantir la conformité, la sécurité des personnes et la pérennité des installations.

Les prestations couvrent notamment la sécurité incendie, les installations électriques, la ventilation, l'accessibilité PMR, les ascenseurs, les portes automatiques, les chaudières, les installations gaz, la climatisation, les lignes de vie, la protection anti-foudre, les treuils, la conformité environnementale et tout autre contrôle spécifique demandé par le siège ou les directions régionales.

L'objectif est de garantir la conformité réglementaire aux normes en vigueur de l'ensemble des locaux occupés par l'ASP en matière de sécurité, santé et conditions de travail. De prolonger la durée de vie des installations, et de disposer de rapports clairs facilitant le suivi et la planification des travaux correctifs. Tout en prévenant les risques pour les personnes et les biens et en limitant les arrêts d'exploitation via un système de suivi permettant de planifier, réaliser, tracer et archiver les contrôles réglementaires obligatoires.

## ARTICLE 2. DEFINITION DES MISSIONS

---

### 2.1. Pour les contrôles réglementaires

Ce marché a pour objet la vérification réglementaire des installations techniques sur les sites de l'ASP implantés en métropole.

Les contrôles à réaliser sont les suivants :

- Vérification périodique des installations électriques ;
- Vérification des installations électriques par thermographie infrarouge ;
- Vérification des ascenseurs et monte-charge ;
- Vérification des portes automatiques, des portails électriques et des portillons ;
- Vérification triennale des systèmes de sécurité incendie ;
- Vérification de chaudière ;
- Vérification des installations de gaz ;
- Vérification quinquennale du système de climatisation ;
- Vérification des équipements d'aération et d'assainissement ;

- Vérification des lignes de vie ;
- Vérification de la protection contre la foudre ;
- Vérification de treuil ;

Ces prestations doivent être effectuées par un organisme accrédité COFRAC APSAD avec technicien compétent et habilité.

Chaque intervention fera l'objet d'un rapport dématérialisé transmis au site et au service logistique et patrimoine du siège dans les délais contractuels sous 5 jours.

## **2.2. Pour la mise à jour des dossiers techniques amiantes**

La prestation consiste en la mise à jour des DTA. Les dernières versions seront mises à disposition du titulaire.

## **2.3. Pour la réalisation des diagnostics amiantes avant travaux et la réalisation de diagnostics immobiliers**

En cas de travaux dans l'un des sites concernés, le titulaire devra procéder à la réalisation du diagnostic amiante avant travaux, incluant si nécessaire des prélèvements et leurs analyses.

En cas de vente de l'un des sites concernés, le titulaire devra procéder à la réalisation des diagnostics immobiliers nécessaires.

# **ARTICLE 3. REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMES**

## **3.1. Pour les contrôles réglementaires**

Les contrôles réglementaires seront réalisés par le personnel du titulaire disposant des qualifications nécessaires et en application de la réglementation en vigueur, et notamment :

- le code du travail (dont l'article R233-11) ;
- les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ;
- le code de l'environnement ;
- le code de l'urbanisme ;
- le code de la santé publique ;
- le code de la construction et de l'habitat ;
- les règles de l'APSAD ;
- l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants ;
- l'arrêté du 29 décembre 2010 relatif à la vérification générale périodique des ascenseurs, monte charges ;
- l'arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux vérifications des portes automatiques ;
- l'arrêté du 12 octobre 2006 portant sur le règlement de sécurité contre les risques d'incendie ;
- l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant application du règlement de sécurité contre les risques incendie et de panique dans les ERP ;
- recommandation CNAMTS R430 relative aux vérifications des lignes de vie ;
- articles L.4321-1 et R.4322-1 du code du travail relatif au maintien des équipements ;
- l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la protection contre la foudre ;
- norme NF C 17-102 ;
- l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage ;
- l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières ;
- le décret 2020-912 relatif à l'inspection et l'entretien des chaudières, des systèmes de chauffages et des systèmes de climatisation ;
- l'arrêté du 08 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail ;
- l'arrêté du 24 juillet 2020 relatif à l'inspection périodique des systèmes thermodynamiques et des systèmes de ventilation.

**Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information et ne se veut pas exhaustive. Le titulaire du marché devra se référer aux textes, recommandations et normes applicables en vigueur au jour des contrôles périodiques, qu'il doit connaître. En cas d'oubli de contrôle réglementaire, le titulaire devra, par son devoir de conseil, alerter l'ASP.**

**Si une nouvelle réglementation ou norme est mise en vigueur au cours de l'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'ASP sur les références de cette nouvelle réglementation et sur ses dates d'effet et modifications éventuelles à apporter aux installations et équipements pour les mettre en conformité.**

### **3.2. Pour la mise à jour des dossiers techniques amiantes**

La mise à jour des DTA sera réalisée par le personnel du titulaire disposant des qualifications nécessaires et en application de la réglementation en vigueur, et notamment :

- le code de la santé publique (et notamment les articles L. 1334-12-1 à L. 1334-17) ;
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- Arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux recommandations générales de sécurité et contenu de la fiche récapitulative du dossier technique amiante.

**Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information et ne se veut pas exhaustive. Le titulaire du marché devra se référer aux textes, recommandations et normes applicables en vigueur au jour des contrôles périodiques, qu'il doit connaître. En cas d'oubli de contrôle réglementaire, le titulaire devra, par son devoir de conseil, alerter l'ASP.**

**Si une nouvelle réglementation ou norme est mise en vigueur au cours de l'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'ASP sur les références de cette nouvelle réglementation et sur ses dates d'effet et modifications éventuelles à apporter aux installations et équipements pour les mettre en conformité.**

### **3.3. Pour la réalisation des diagnostics amiantes avant travaux et la réalisation de diagnostics immobiliers (uniquement pour certains sites du lot 1)**

La mise à jour des DTA sera réalisée par le personnel du titulaire disposant des qualifications nécessaires et en application de la réglementation en vigueur, et notamment :

- le décret du 9 mai 2017 (loi El Khomri), consolidé le 4 mai 2012 ;
- le code de la santé publique ;
- le code du travail.

La réalisation des diagnostics immobiliers sera réalisée par le personnel du titulaire disposant des qualifications nécessaires et en application de la réglementation en vigueur, et notamment :

- la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 (loi Carrez) ;
- le code de la construction et de l'habitation ;
- la circulaire du 21/12/2018 de présentation des dispositions immédiates de la loi 2018-1021 (loi Elan).

## **ARTICLE 4. DESCRIPTION ET CONTENU DES PRESTATIONS RECURRENTES DE CONTROLES REGLEMENTAIRES ATTENDUES**

### **4.1. Prestation 1 : vérification des installations électriques (Articles R4226-16 à 19 du code du travail)**

La périodicité de ces vérifications est fixée à une **vérification annuelle**.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport de vérification réglementaire en exploitation dématérialisé ainsi que de la délivrance de la certification Q18. Ceux-ci doivent être transmis au site concerné ainsi qu'au service logistique et patrimoine du siège de l'ASP 5 jours au plus tard après la visite de vérification.

Chaque intervention de vérification sera également tracée sur le registre de sécurité de chaque site concerné en indiquant le type de prestation, le nom de l'intervenant et la date de l'intervention.

#### **4.2. Prestation 2 : vérification des installations électriques par thermographie infrarouge**

Le titulaire procédera à la recherche d'éventuelles anomalies ou défaillances des réseaux électriques des sites.

Les vérifications porteront notamment sur la recherche des disparités thermiques et des points anormalement chauds sur les réseaux d'électricité.

Cette prestation devra être réalisée

- **durant l'année 2026, et ce avant le 30 novembre 2026 ;**
- **durant l'année 2028, et ce avant le 30 novembre 2028.**

La superficie des sites concernés est donnée en annexe.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au site concerné ainsi qu'au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP sous 5 jours. Le titulaire délivrera également à chaque site un certificat Q19.

Chaque intervention sera tracée dans le registre de sécurité des sites concernés.

#### **4.3. Prestation 3 : vérification des ascenseurs et monte-charges (Article R4323-23 du code du travail et arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques sur les ascenseurs et monte-charges)**

La périodicité de ces vérifications est fixée à une **vérification annuelle**.

**Pour l'année 2026, le titulaire effectuera un contrôle technique quinquennal des appareils.**

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au site concerné ainsi qu'au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP 5 jours au plus tard après la visite de vérification.

Chaque intervention sera tracée dans le registre de sécurité du site concerné.

Afin de faciliter cette prestation, le Titulaire doit être accompagné du technicien de la société de maintenance de l'installation. Il incombera au Titulaire de prendre l'attache de la société de maintenance, dont les coordonnées lui seront transmises par l'ASP sur demande.

#### **4.4. Prestation 4 : vérification des portes automatiques, des portes électriques et des portillons (Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux vérifications des portes automatiques)**

La périodicité de ces vérifications est fixée à une **vérification semestrielle**.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport de vérification réglementaire en dématérialisé qui doit être transmis au site concerné ainsi qu'au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP 5 jours au plus tard après la visite de vérification.

Chaque intervention sera tracée sur le registre de sécurité du site concerné.

#### **4.5. Prestation 5 : vérification triennale des systèmes de sécurité incendie (Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant application du règlement de sécurité contre les risques incendie et de panique dans les ERP)**

Les vérifications comportent l'ensemble des opérations et essais fonctionnels prévus par les normes (SSI triennale).

Cette prestation devra être effectuée **durant l'année 2027 et ce, avant le 30 novembre 2027.**

Le détail des installations pour l'ensemble des sites est donné en annexe.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au site concerné ainsi qu'au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP sous 5 jours.

Chaque intervention sera tracée sur le registre de sécurité de chaque direction régionale.

#### **4.6. Prestation 6 : vérification des systèmes principaux de chauffage (Article R 224-21 à 27 du Code de l'environnement et décret 2020-912 relatif à l'inspection et l'entretien des chaudières, des systèmes de chauffages et des systèmes de climatisation)**

Cette vérification concerne une chaufferie composée de 2 chaudières d'une puissance de 400 kilowatts et d'1 chaudière d'une puissance de 465 kW située au siège de l'ASP à Limoges.

Le contrôle porte entre autres, sur le calcul du rendement de la chaudière et du contrôle de conformité de ce rendement, de l'existence et appareils de mesure et de contrôle, de la vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique. Une mesure des émissions polluantes est également à effectuer avec teneur en oxydes d'azote.

Cette prestation devra être effectuée :

- **durant l'année 2026 et ce, avant le 30 novembre 2026 ;**
- **durant l'année 2028 et ce, avant le 30 novembre 2028.**

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé et doit être transmis au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP sous 5 jours.

Chaque intervention sera également tracée sur le registre de sécurité de l'établissement.

#### **4.7. Prestation 7 : vérification de l'installation de gaz (Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant application du règlement de sécurité contre les risques incendie et de panique dans les ERP)**

Cette vérification comporte notamment la vérification des organes de sécurité, des dispositifs d'asservissements, de l'étanchéité des réseaux, des orifices de ventilation, la signalisation des organes de sécurité.

Cet équipement doit faire l'objet d'une **vérification annuelle**.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au site concerné et au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP sous 5 jours.

Chaque intervention sera tracée sur le registre de sécurité des sites concernés.

#### **4.8. Prestation 8 : vérification du système de climatisation (Article R224-59-4 à 11 du Code de l'environnement et décret 2020-912 relatif à l'inspection et l'entretien des chaudières, des systèmes de chauffages et des systèmes de climatisation)**

Cette vérification porte notamment l'évaluation du rendement du système et son dimensionnement.

Cet équipement doit faire l'objet d'une **vérification quinquennale et devra être faite durant l'année 2028**.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP sous 5 jours.

Chaque intervention sera également tracée sur le registre de sécurité du siège.

#### **4.9. Prestation 9 : vérification du système de ventilation et d'assainissement (Arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail)**

Cette vérification comporte notamment un contrôle du débit global d'air neuf, l'examen des éléments de l'installation, l'examen des systèmes de traitement de l'air.

Cet équipement doit faire l'objet d'une **vérification annuelle**.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP sous 5 jours.

Chaque intervention sera tracée sur le registre de sécurité du site concerné.

#### **4.10. Prestation 10 : vérification des lignes de vie et ancrages (Articles L.4321-1 et R.4322-1 du code du travail relatifs au maintien en état des équipements)**

Ces contrôles s'effectuent entre autres, sur les réglages de la ligne de vie, la tension du câble et réajustement sur place si nécessaire. Un contrôle de l'ensemble des points d'ancrage avec essais de fonctionnement.

La périodicité de ces vérifications est fixée à une **vérification annuelle**.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au site concerné ainsi qu'au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP sous 5 jours.

Chaque intervention sera tracée sur le registre de sécurité du site concerné.

#### **4.11. Prestation 11 : vérification de la protection contre la foudre (Norme NF C 17-102)**

Ces prestations portent, entre autres, sur l'inspection visuelle de la pointe, du contrôle du conducteur, de la continuité et du cheminement de la descente et la vérification du joint de contrôle.

Cet équipement doit faire l'objet d'une **vérification annuelle**.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP sous 5 jours.

Chaque intervention sera tracée sur le registre de sécurité du site concerné.

#### **4.12. Prestation 12 : vérification des treuils (Arrêté du 1er mars 2004)**

La périodicité de ces vérifications est fixée à une **vérification annuelle**.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au site concerné ainsi qu'au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP 5 jours au plus tard après la visite de vérification.

Chaque intervention sera tracée dans le registre de sécurité du site concerné.

### **ARTICLE 5. PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE**

#### **5.1. Mise à jour des Dossiers Techniques Amiante (DTA)**

Pour une partie des sites occupés par ses services l'ASP doit procéder à la mise à jour de ses dossiers techniques amiante. La mission porte sur la mise à jour de ces DTA conformément aux textes qui seront en vigueur à la date de réalisation de la prestation.

Le titulaire devra à minima :

- Prendre connaissance des documents existant ;
- Effectuer une visite du site ;
- Procéder à des prélèvements ;
- Produire un rapport ;
- Émettre des recommandations en cas de présence d'amiante.

La passation de la commande fera l'objet d'un bon de commande sur la base des prix fournis par le titulaire sur le BPU.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport dématérialisé qui doit être transmis au site concerné ainsi qu'au service logistique et patrimoine au siège de l'ASP 20 jours au plus tard après la visite de vérification.

#### **5.2. Repérage amiante avant travaux (RAAT)**

La commande de la prestation sera adressée au titulaire par le biais d'un bon de commande établi selon les prix du BPU dédié. La prestation sera exécutée par un diagnostiqueur certifié et habilité et sera conforme aux normes en vigueur à la date de réalisation. Elle comprendra à minima :

- le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante ;



- l'évaluation de l'état de conservation ;
- l'examen visuel des surfaces traitées après travaux ;
- les mesures d'empoussièrement ;
- l'assistance technique ;
- la formation et la prévention du risque amiante des intervenants et salariés travaillant sur site.

### **5.3. Diagnostics immobiliers lors des éventuelles opérations de ventes des locaux**

La commande de la prestation sera adressée au titulaire par le biais d'un bon de commande établi selon les prix du BPU dédié. La prestation sera exécutée par un diagnostiqueur certifié et habilité et sera conforme aux normes en vigueur à la date de réalisation. Elle comprendra à minima :

- le diagnostic surface loi Carrez ;
- le diagnostic performance énergétique du bâtiment ;
- le diagnostic amiante ;
- le diagnostic plomb ;
- le diagnostic termites ;
- le diagnostic état des risques naturels ;
- le diagnostic gaz ;
- le diagnostic électrique.

## **ARTICLE 6. LIVRABLES**

---

Les prestations s'exécuteront selon la réglementation et les normes en vigueur.

Pour chaque site, le titulaire réalisera un état des lieux réglementaire complet accompagné de constats photographiques horodatés, identifiera et classera les non-conformités par criticité (Urgent, Important, À suivre) et proposera des préconisations claires.

Ces constats seront restitués sous la forme d'un rapport détaillé par site et d'une synthèse nationale consolidée, comparative et priorisée, complétée par un calendrier prévisionnel des interventions et un plan d'action (tableau de suivi) exploitable par le siège et les directions régionales.

Les livrables attendus comprennent des fichiers exploitables (Excel/BDD), des PV de levée de réserves et les attestations de conformité après travaux, ainsi qu'un manuel utilisateur et un guide de prise en main.

Les interventions se dérouleront en visites in situ avec check-lists normalisées, relevés instrumentaux et photographies datées ; toutes les remarques devront être explicites et les rapports structurés par site, par équipement et par type de contrôle, fournis dans des formats exploitables (PDF, Excel, base en ligne).

Le titulaire mettra en place une plateforme de suivi opérationnel dotée d'une interface intuitive, d'un tableau de bord par site, de génération automatique de plannings, de notifications (email/SMS), d'un historique complet et d'alertes avant échéance, avec gestion multi-utilisateurs, droits d'accès et archivage sécurisé des documents. Avec la possibilité de pouvoir exporter l'historique de l'ensemble des contrôles ayant été effectuées du début à la fin du contrat. Et ce même après quelques mois après la fin du contrat.

Enfin, le prestataire animera une session de restitution nationale et des ateliers régionaux pour présenter les résultats, valider les priorités et accompagner la mise en œuvre des actions correctives, en assurant la traçabilité systématique de chaque prestation dans le registre de sécurité de chaque site (type de prestation, intervenant, date).

Le titulaire devra à minima :

- Rapport détaillé par site (constats, photos, classement de criticité, préconisations)
- Synthèse nationale consolidée avec priorisation et calendrier proposé.
- Tableaux de suivi et fichiers exploitables (format Excel/BDD).
- PV de levée de réserves et attestations de conformité après travaux.
- Un calendrier prévisionnel des prochaines visites
- Mettre en place une plateforme ou un outil de suivi opérationnel ;
- Mettre à disposition un manuel utilisateur et d'un guide de prise en main.
- Élaborer un tableau de suivi (plan d'action) permettant le suivi par le siège et les directions régionales.

Les rapports de contrôle seront détaillés par sites, par équipements, types de contrôles, datés dans un format exploitable (PDF, EXCEL, base en ligne...).

Toutes les remarques devront être explicites, pour une meilleure compréhension des actions

### Règle de nommage des fichiers/rapport

#### **6.1. Pour les prestations de contrôles réglementaires**

A l'issu de chaque visite le titulaire transmet au service du site concerné, avec copie au service logistique et patrimoine du siège, un rapport de visite au format pdf.

Ce rapport contiendra à minima :

- références du rapport ;
- date de l'émission du rapport ;
- désignation et adresse de l'établissement ;
- identification du (des) vérificateur(s) ;
- description sommaire de(s) l'installation(s) vérifiée(s) comprenant l'historique des principales modifications déclarées par l'exploitant ;
- nature et étendue de la vérification effectuée ;
- date de la vérification ;
- identification des matériels de mesure ou d'essai utilisés ;
- existence de mise à jour ou non d'un registre de sécurité.
- les constats émis par le(s) vérificateur(s) technique(s) ;
- les résultats des vérifications.

Le rapport inclura des photographies des anomalies constatées.

#### **6.2. Pour les prestations de mise à jour des DTA**

A l'issu de chaque visite le titulaire transmet au service du site concerné, avec copie au service logistique et patrimoine du siège, un rapport de visite au format pdf.

Ce rapport contiendra à minima :

- références du rapport ;
- date de l'émission du rapport ;
- désignation et adresse de l'établissement ;
- identification du (des) vérificateur(s) ;
- le cas échéant le repérage des produits contenant de l'amiante ;
- le cas échéant les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces produits ;
- une fiche récapitulative ;
- le résultat des éventuelles analyses.

#### **6.3. Pour les prestations de diagnostics amiante avant travaux**

A l'issu de chaque visite le titulaire transmet au service du site concerné, avec copie au service logistique et patrimoine du siège, un rapport de visite au format pdf.

Ce rapport contiendra à minima :

- références du rapport ;
- date de l'émission du rapport ;
- désignation et adresse de l'établissement ;

- identification du (des) vérificateur(s) ;
- le cas échéant le repérage des produits contenant de l'amiante ;
- le cas échéant les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces produits ;
- une fiche récapitulative ;
- le résultat des éventuelles analyses.

#### **6.4. Pour les prestations de diagnostics immobiliers**

A l'issu de chaque visite le titulaire transmet au service du site concerné, avec copie au service logistique et patrimoine du siège, un rapport de visite au format pdf.

Ce rapport contiendra à minima :

- références du rapport ;
- date de l'émission du rapport ;
- désignation et adresse de l'établissement ;
- identification du (des) vérificateur(s) ;
- l'ensemble des diagnostics effectués.

### **ARTICLE 7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

Les adresses des lieux d'exécution des prestations sont jointes en annexe du CCTP. Le Titulaire fournira en début de marché le calendrier prévisionnel des prestations. Il devra tenir compte pour faciliter l'exécution financière du marché que l'ensemble des prestations annuelles devra être réalisé au plus tard au 15 novembre de chaque année afin de permettre aux services comptables de l'ASP d'effectuer la liquidation des prestations dues sur l'année civile en cours.

Les interventions pourront être réalisées du lundi au vendredi. Les horaires seront définis au cas par cas par le Titulaire après prise de rendez-vous auprès du site concerné.

Pour chaque site et pour permettre l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, le titulaire sera accompagné par un agent de l'ASP pour accéder aux locaux concernés. Le titulaire devra maintenir en état de propreté les locaux dans lesquels il serait amené à intervenir.